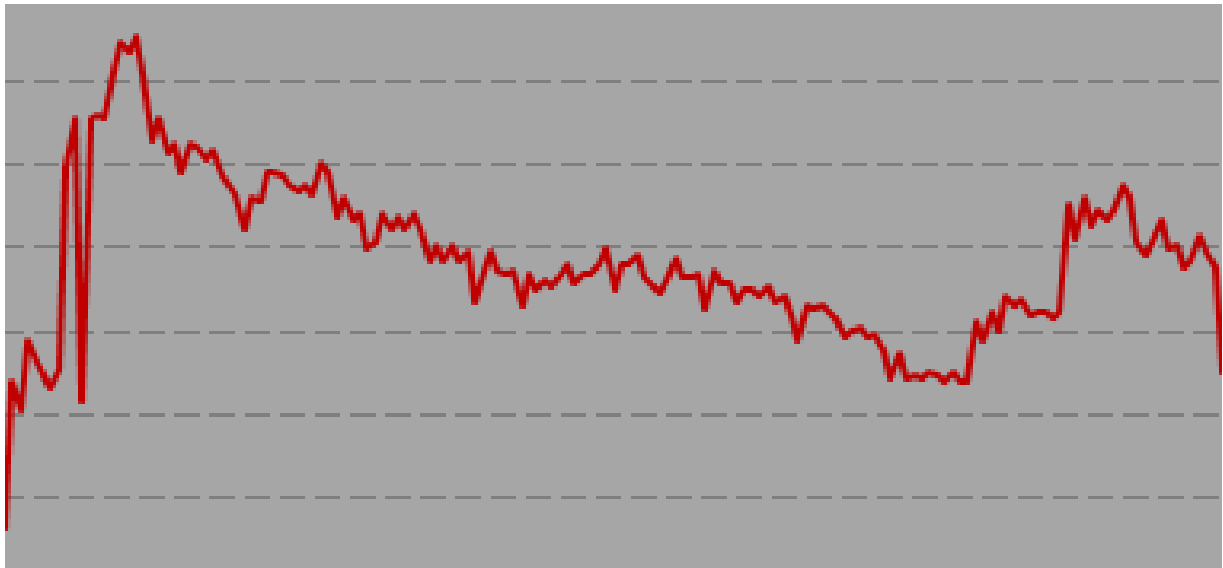


Republique du Tchad
Ministère de l'Économie et de la Planification du Développement
Secrétariat Général
Institut National de la Statistique,
des Études Économiques et Démographiques



Note trimestrielle économique et sociale



TROISIÈME TRIMESTRE 2016

TABLE DES MATIERES

TABLE DES TABLEAUX.....	1
TABLE DES FIGURES.....	1
SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS	3
AVANT - PROPOS	4
L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	5
I. L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL.....	7
II.1 LA PRODUCTION PETROLIERE.....	7
II.2 LA PRODUCTION INDUSTRIELLE	8
II.3 LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES SERVICES	10
II.4 LA COMPETITIVITE DE L'ECONOMIE TCHADIENNE	13
II.5 LES PRIX.....	13
II. INDICATEURS SOCIAUX RECENTS	21

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Évolution du commerce extérieur (en millions de F CFA).....	10
Tableau 2 : Évolution des prix de produits de premières nécessités par ville	16
Tableau 3: Évolution des indices de produits par ville et selon leur origine	17
Tableau 4 : Évolution de la situation monétaire (en millions de F CFA)	19
Tableau 5 : Taux de croissance en volume (%)	20
Tableau 6 : Évolution des dépenses de l'État (en millions de F CFA)	20
Tableau 7 : indicateurs sociaux	21
Tableau 8: Importations en valeur selon les 10 premiers pays de provenance y compris les pays de la CEMAC en 2014.....	22
Tableau 9: Importations en valeur selon les 10 premiers pays de provenance hors pays de la CEMAC en 2014.....	22
Tableau 10 : Exportation du Tchad selon les Pays de destinations	23
Tableau 11: Les principaux Produits d'exportations du Tchad en 2014 (Hors Pétrole)	23

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Croissance des PIB de quelques pays.....	5
Figure 2 : Cours de quelques matières premières	6
Figure 3 : Évolution de la production pétrolière	7
Figure 4 : Évolution de la mise à la consommation des hydrocarbures (litres)	8
Figure 5 : Évolution de l'indice d'ensemble	8
Figure 6 : Évolution de l'indice d'extraction des hydrocarbures et raffinage (base 100 = 2012)	9
Figure 7 : Évolution de l'indice de fabrication des produits alimentaires (base 100 = 2012)	10
Figure 8 : Évolution du chiffre d'affaire moyen (en millions de F CFA).....	11
Figure 9 : Évolution de la masse salariale moyenne (en millions de F CFA).....	11
Figure 10 : Évolution du trafic aérien	12
Figure 11 : Évolution des immatriculations de véhicules	12
Figure 12 : Compétitivité de l'économie (rebasement : base 100 = 2014).....	13
Figure 13 : Évolution de l'indice des prix à la consommation (glissement trimestriel)	14
Figure 14 : Évolution du taux d'inflation trimestrielle	14
Figure 15 : Évolution des recettes et dépenses de l'État (en millions de F CFA)	18
Figure 16 : Évolution de la dette extérieure (millions de FCFA)	18

SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS

BEAC:	Banque des États de l’Afrique Centrale
BRENT :	pétrole de référence sur le marché international
CEMAC:	Communauté Économique et Monétaire de l’Afrique Centrale
EDS-MICS :	Enquête Démographique et de Santé à Indicateurs Multiples
F CFA :	Franc de la Coopération Française en Afrique
FMI :	Fonds Monétaire International
INSEED:	Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques
INSEE :	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
OCDE :	Organisation de Coopération et de Développement Économique
PIB :	Produit Intérieur Brut
RGPHT:	Recensement Général de la Population et de l’Habitat au Tchad
UE:	Union Européenne
\$ US:	Dollars US

AVANT - PROPOS

Ce document est le premier du genre à être produit. Il fait suite à des orientations à l'INSEED reçues de Madame le Ministre de l'Economie et de la Planification du Développement demandant d'élaborer une note périodique présentant une vue synthétiquement riche de l'économie tchadienne pour permettre aux Autorités du pays, aux partenaires au secteur privé, à la société et autres acteurs de la vie socioéconomique de s'informer régulièrement sur l'évolution économique à court terme du pays, de manière à, pouvoir mieux orienter les politiques publiques et les choix décisionnels.

L'amélioration de la qualité des outils statistiques d'une manière générale et des indicateurs de suivi de la conjoncture économique en particulier a toujours constitué un pilier majeur du processus de modernisation des statistiques économiques entrepris par l'Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques depuis plusieurs années. A l'avenir nous comptons enrichir le contenu de cette note en intégrant les comptes nationaux trimestriels.

Bien que la note se veut trimestrielle, le lecteur y trouvera des données statistiques ne respectant pas cette périodicité ; nous en sommes conscients, mais nous les avons intégrés pour donner au public la possibilité de s'informer davantage.

Comme, il s'agit d'un premier document du genre, il est possible (même normal) qu'il contienne des imperfections (de forme ou de fond), donc l'INSEED sera très reconnaissant de recevoir les observations des lecteurs pour permettre d'améliorer les prochaines publications.

Enfin, la Direction Générale de l'INSEED voudrait remercier toutes les Institutions publiques ou privées, et les personnes ayant contribué à l'élaboration de ce document et les exhorte à œuvrer au renforcement de notre partenariat pour permettre à l'ensemble des acteurs économiques de disposer d'une information aussi complète que possible, à jour et régulière sur l'économie nationale.

Le Directeur Général

Ousman Abdoulaye Haggar

L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

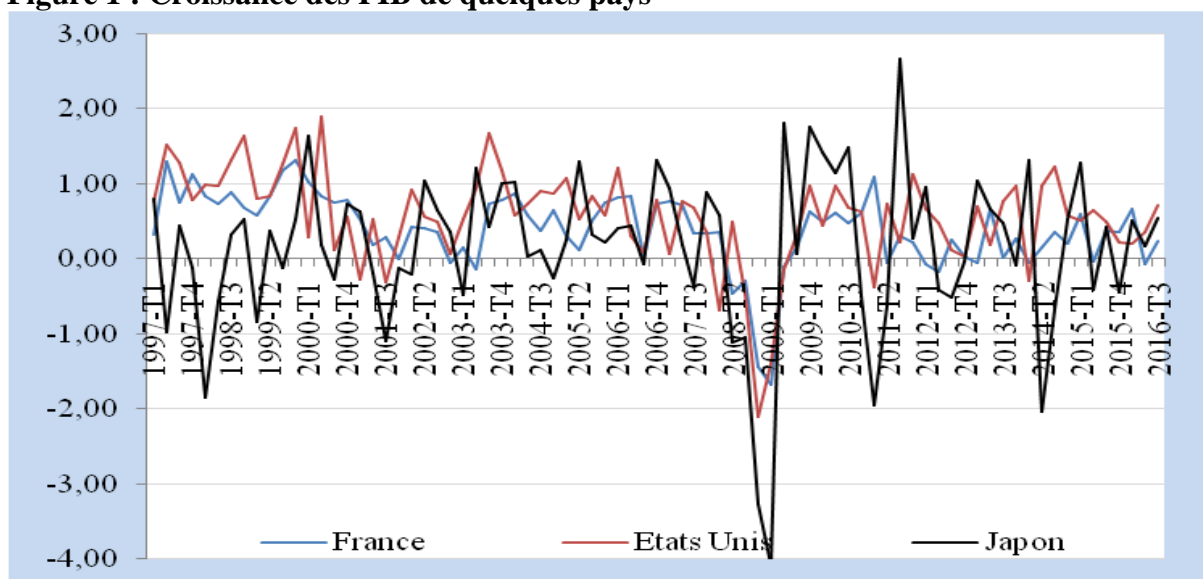
Croissance mondiale : un raffermissement malgré une légère baisse du cours de pétrole

Les économies de la zone euro enregistrent un raffermissement de l'activité commencé deux trimestres plutôt. La reprise semble s'auto-entretenir dans cette zone. L'Italie, la France et l'Allemagne ont enregistré une croissance de 0,33 %, 0,23 % et 0,19 % respectivement par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, la situation économique s'est davantage améliorée. Ainsi, la croissance de la France atteint 1,15 %, celle de l'Allemagne connaît une amélioration de 1,68 % et celle de l'Italie de 0,94%. Quant au Royaume-Uni, il enregistre une croissance de 0,5% par rapport au trimestre précédent et 2,27% en glissement annuel. Cette amélioration de la situation économique est conséquente à la

baisse continue du cours de pétrole favorisant une inflation très faible et un renforcement du pouvoir d'achat des ménages.

Par ailleurs, en glissement trimestriel, les États-Unis (0,72 %) et le Japon (0,54 %) connaissent une croissance de leur économie en ce trimestre par rapport au précédent. En glissement annuel, les économies américaine et japonaise se sont mieux comportées avec une croissance respectivement de 1,50 % et 0,81 %. La performance des économies américaine et japonaise peut s'expliquer par le faible taux d'intérêt profitable aux entreprises et le faible taux d'inflation.

Figure 1 : Croissance des PIB de quelques pays



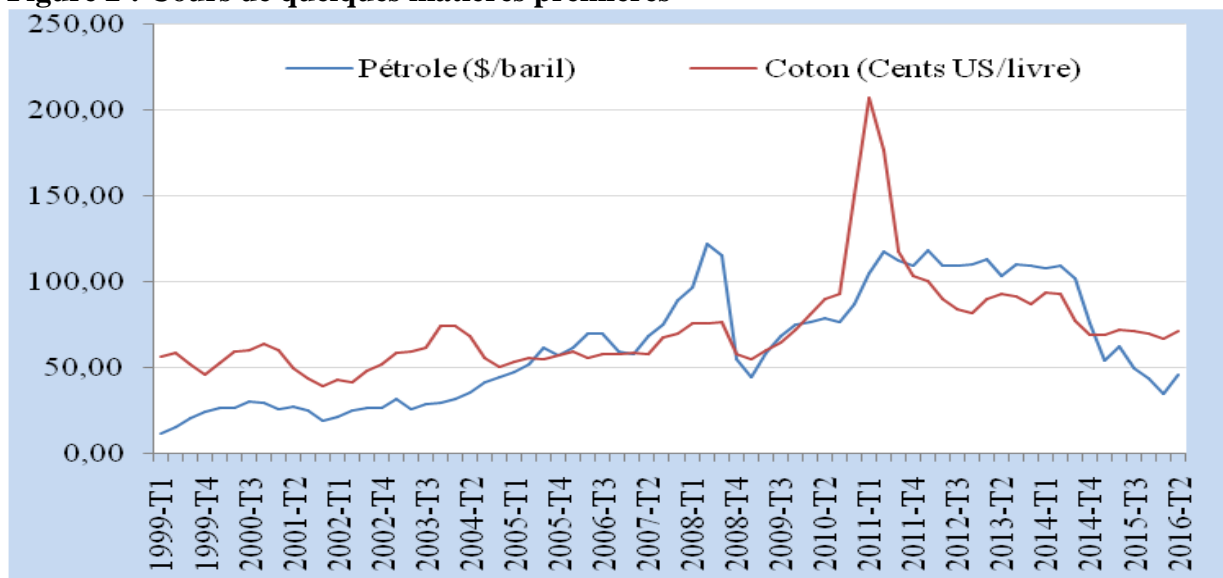
Source : OECD

L'inflation mondiale a baissé au cours du trimestre sous revu en raison du faible niveau des cours de matières premières, dont le pétrole. Par contre, les niveaux de prix ont légèrement grimpé en France (0,28%), Allemagne (0,47%) et États Unis (1,12%).

Au troisième trimestre 2016, les taux d'intérêt sont restés faibles. Certains pays ont enregistré de taux d'intérêt négatifs : France, Italie, Allemagne (-0,30 %) et

Suisse (-0,75 %). Aussi, les cours de matières premières à l'exception du riz, du coton et du sucre, connaissent une baisse continue en ce troisième trimestre. Le prix du baril a baissé de 0,79 % par rapport au trimestre précédent et de 8,86% par rapport à son niveau à la même période de l'année antérieure. Le prix du baril se situe à 46,10 \$ en fin septembre 2016.

Figure 2 : Cours de quelques matières premières



Source : INSEE

I. L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE NATIONAL

II.1 LA PRODUCTION PETROLIERE

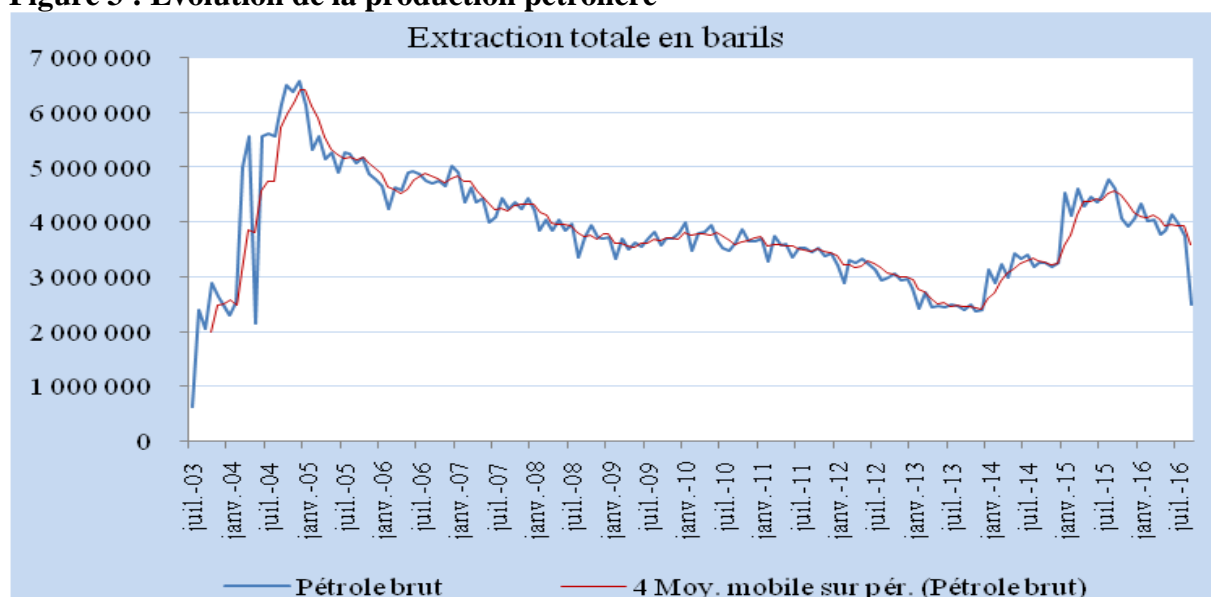
La production pétrolière : une baisse continue

La production pétrolière au troisième trimestre 2016 connaît une baisse de 13,19 % par rapport au trimestre précédent. Cette baisse de production intervient dans un contexte caractérisé par une baisse continue du cours du pétrole sur le marché international. La baisse de production dans ce contexte est renforcée par le vieillissement naturel des puits et la réduction du nombre de forages en activité de certaines compagnies qui s'explique aussi par la baisse du prix du baril. La production pé-

trolière en ce trimestre se situe à -26,32 % de son niveau d'il y a un an. À fin septembre 2016, la production pétrolière s'établit à 2,49 millions de barils pour une prévision de 2,20 millions à fin décembre 2016.

En ce qui concerne l'avenir immédiat, la production pétrolière pourrait davantage diminuer en raison du vieillissement des puits et de la diminution des activités évoquées précédemment (selon les prévisions de la BEAC).

Figure 3 : Évolution de la production pétrolière



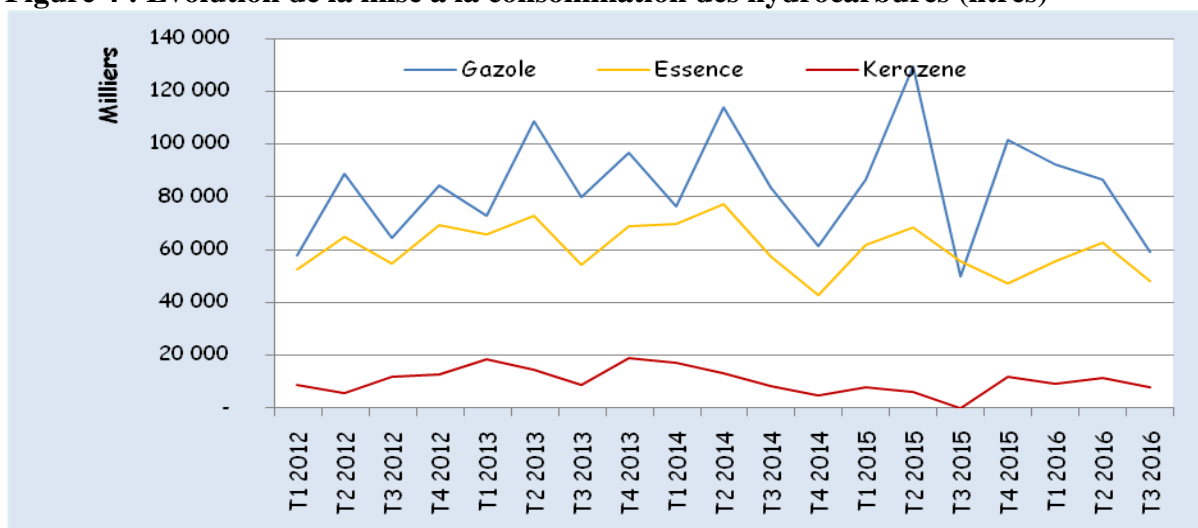
Source : Ministère du Pétrole

Mise à la Consommation des hydrocarbures

Tous les produits de raffinage mis à la consommation au troisième trimestre 2016 connaissent un fléchissement en volume par rapport au trimestre précédent. En effet, le gazole, l'essence et le kérosène connaissent une réduction de volume de consommation de 31,50 %, 23,07 % et 31,31 % respectivement par rapport au deuxième

trimestre 2016. Cette baisse de raffinage peut s'expliquer par le contexte économique morose conséquent à la crise qui sévit au Tchad. Par ailleurs, en glissement annuel, la consommation de gazole connaît un bond de 19,025 % tandis que l'essence baisse de 13,51 %.

Figure 4 : Évolution de la mise à la consommation des hydrocarbures (litres)



Source : INSEED

II.2 LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Ralentissement continu des activités industrielles

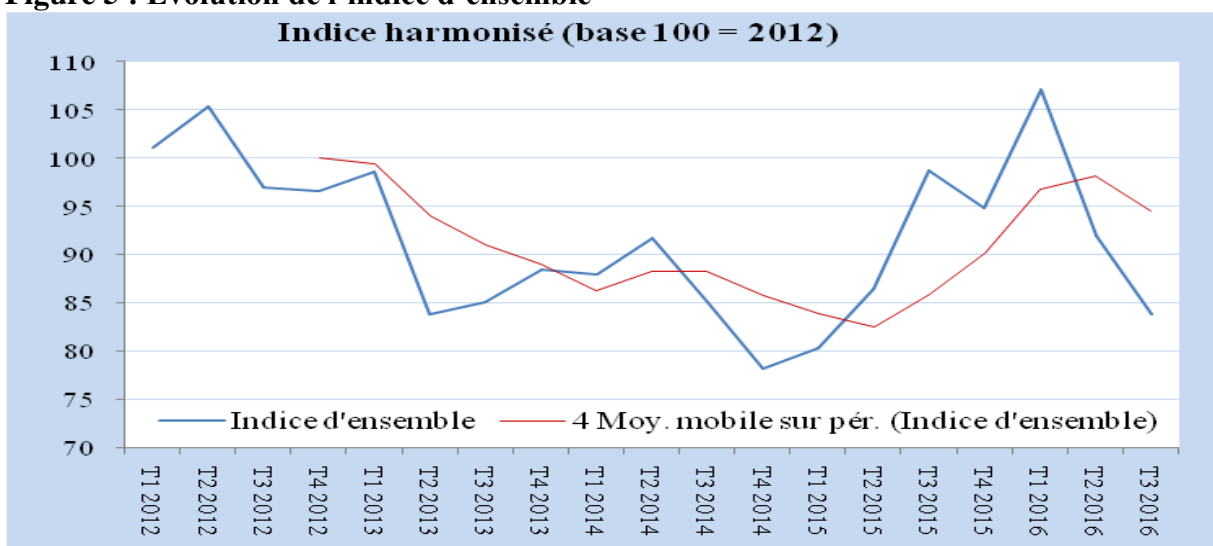
Au troisième trimestre 2016, les activités industrielles continuent leur baisse entamée au trimestre précédent. L'indice harmonisé de la production industrielle a reculé de 8,84% en variation trimestrielle. Cette contre-performance des activités industrielles est essentiellement attribuable à la baisse d'activités des industries extractives d'hydrocarbures (-4,69%), de fabrication de produits alimentaires (-74,96%), de production et distribution d'électricité et de gaz (-57,52%) et de raffinage (-28,61%). Le ralentissement des activités

industrielles peut s'expliquer par la baisse continue du cours de pétrole et la crise actuelle qui inhibe la consommation entraînant une contraction de l'offre des entreprises.

Toutefois, la performance industrielle est tirée vers le haut par les industries de production à base de tabac (1,88%) et les impressions et reproduction d'enregistrements (58,02%).

En glissement annuel, les activités industrielles connaissent également une baisse de 15,10%.

Figure 5 : Évolution de l'indice d'ensemble



Source : INSEED

Les activités des industries extractives d'hydrocarbure ont baissé de 4,69 % en ce trimestre par rapport au trimestre précédent en raison de la baisse continue de cours du pétrole. Par ailleurs, le vieillissement naturel des puits et la réduction du nombre d'installations de forage en activité consécutive à la baisse du cours de pétrole contribue au fléchissement de la production. En glissement annuel, la production pétrolière connaît une baisse de 15,62 %.

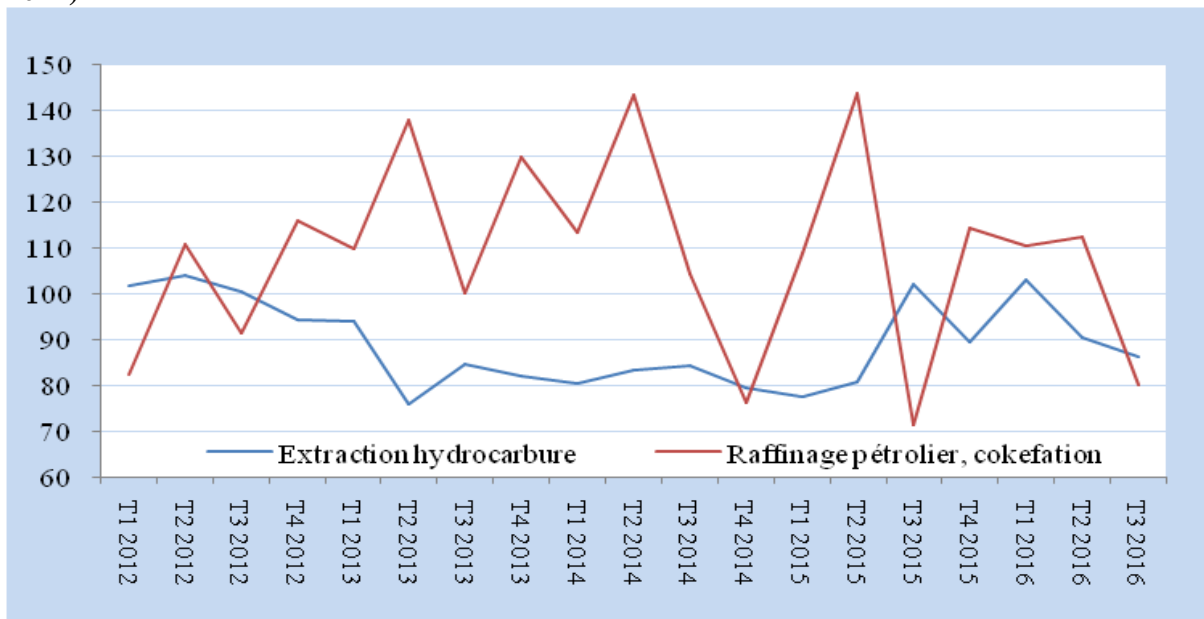
Quant à la production de produits alimentaires, elle baisse de 74,96 % par rapport au deuxième trimestre et de 81,97 % par rapport à son niveau d'il y a un an. Cette baisse peut s'expliquer par la contraction de la demande suite à la crise qui sévit au Tchad.

En ce trimestre, la production et distribution d'électricité et gaz a connu une baisse de 57,52 % en glissement trimestriel et de

44,57 % en glissement annuel. Le ralentissement de la production d'électricité pourrait être une conséquence de celle des autres industries utilisatrices de l'énergie électrique.

Au troisième trimestre 2016, la fabrication des produits à base de tabac et la production d'imprimerie et reproduction d'enregistrements ont augmenté respectivement de 1,88 % et 58,02 % par rapport au trimestre précédent. Comparée au niveau de production de l'année passée à la même période, la fabrication de produits à base de tabac a baissé de 56,94 % tandis que les activités d'imprimerie et de reproduction d'enregistrements ont augmenté de 436,41 %. Cette augmentation des activités des industries d'imprimerie peut s'expliquer par la floraison de la presse écrite.

Figure 6 : Évolution de l'indice d'extraction des hydrocarbures et raffinage (base 100 = 2012)

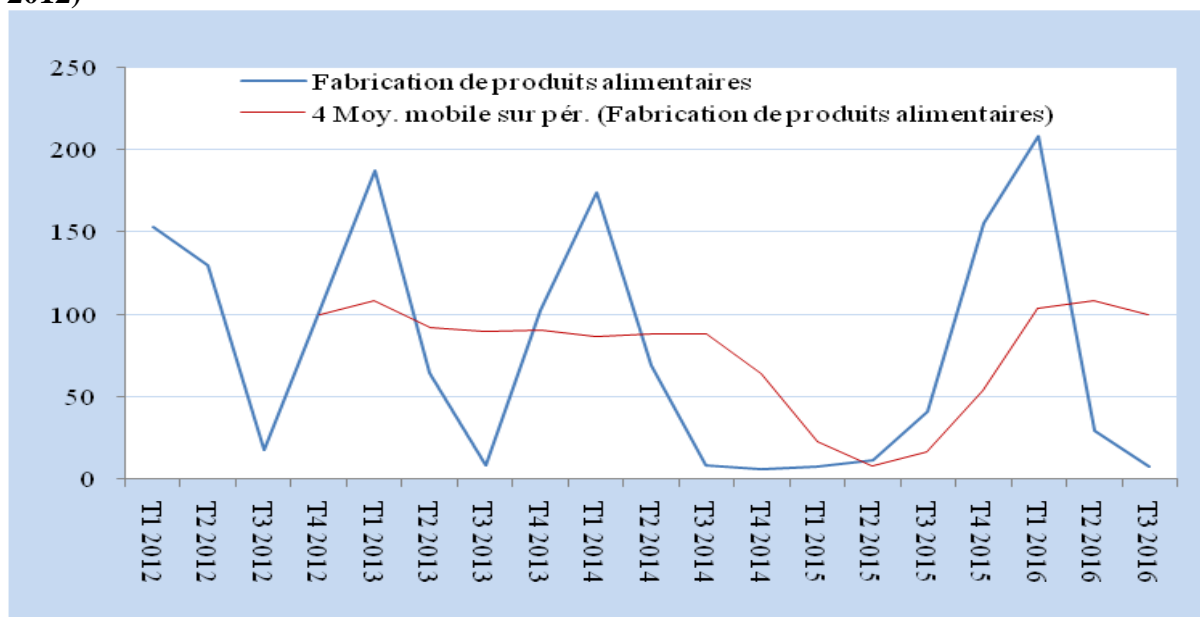


Source : INSEED

Au regard de nos estimations, l'activité économique pourrait davantage se détériorer en raison de la baisse du cours de brut et de la baisse de la production pétrolière, qui pourraient à leur tour entraîner une contraction de la commande publique et de

la consommation des ménages. Toutefois, la production des produits alimentaires et des articles d'habillement, pourrait légèrement augmenter par rapport à ce trimestre du fait des festivités de fin d'année.

Figure 7 : Évolution de l'indice de fabrication des produits alimentaires (base 100 = 2012)



Source : INSEED

II.3 LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES SERVICES

Un ralentissement continu des échanges extérieurs

Les échanges extérieurs continuent de baisser après le ralentissement enregistré au trimestre précédent. Les exportations au troisième trimestre 2016 se situent à -19,45% de leur niveau au trimestre précédent. Quant aux importations, elles ont reculé de 41,62% pour s'établir à 71,81 milliards de F CFA. Au cours du troisième trimestre, les exportations représentent

3,69% des importations. La baisse des échanges extérieurs peut s'expliquer par le contexte d'insécurité créée par le groupe terroriste BOKO HARAM aux frontières ainsi que la crise économique actuelle qui sévit au Tchad créant une baisse de la demande des biens par les ménages et les entreprises.

Tableau 1 : Évolution du commerce extérieur (en millions de F CFA)

Trimestre	Exportation	Importation	Taux de couverture
2016-T1	5685,92	107011,86	5,31
2016-T2	3285,55	123022,83	2,67
2016-T3	2646,40	71813,92	3,69

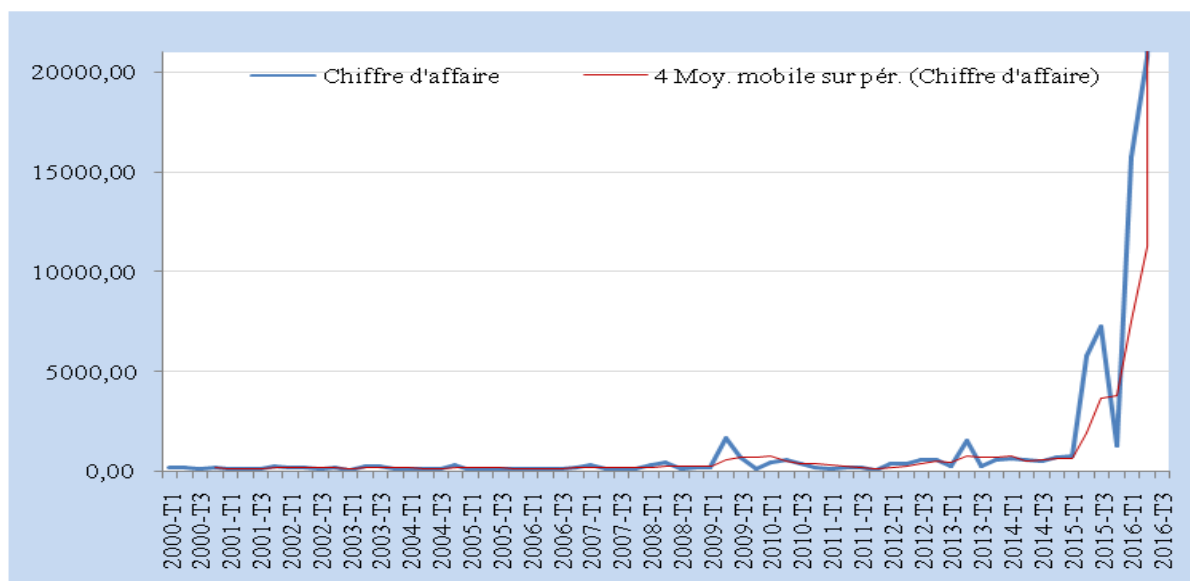
Source : base SYDONIA

Une amélioration des affaires dans les entreprises

Au troisième trimestre 2016, les entreprises ont enregistré une augmentation de leur chiffre d'affaire commencée en début d'année. Cette situation est essentiellement attribuable à la téléphonie mobile. Les opérateurs téléphoniques auraient pu améliorer

leurs chiffres d'affaire grâce aux actions publicitaires visant à inciter la consommation des services. Par ailleurs, cette évolution des chiffres d'affaire provient plus des services de téléphonie que des appels.

Figure 8 : Évolution du chiffre d'affaire moyen (en millions de F CFA)

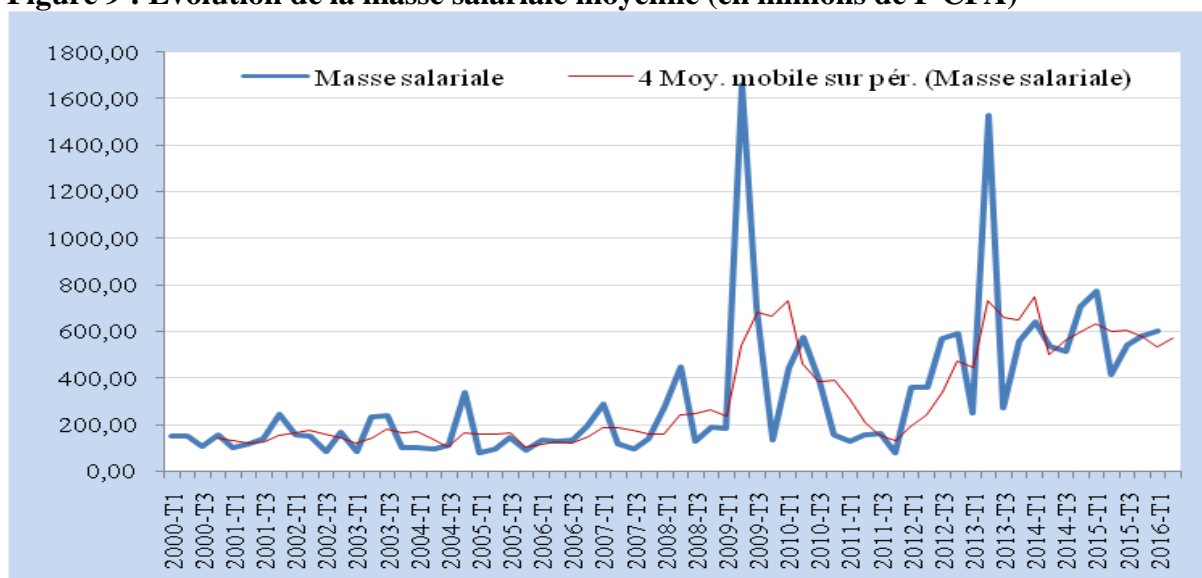


Source : les entreprises concernées

Pour ce qui est de l'emploi, la téléphonie demeure la plus pourvoyeuse d'emploi suivi de l'hôtellerie. La masse salariale a

essentiellement augmenté dans la téléphonie et ce, plus rapidement que l'emploi.

Figure 9 : Évolution de la masse salariale moyenne (en millions de F CFA)



Source : les entreprises concernées

Le trafic aérien : légère augmentation

Le trafic aérien continu d'enregistrer une augmentation du nombre de passagers entamée depuis le trimestre précédent. Le nombre de passagers a atteint 2 fois son niveau du trimestre précédent. La croissance du nombre de passagers constatée dans le trafic aérien est attribuable à celle

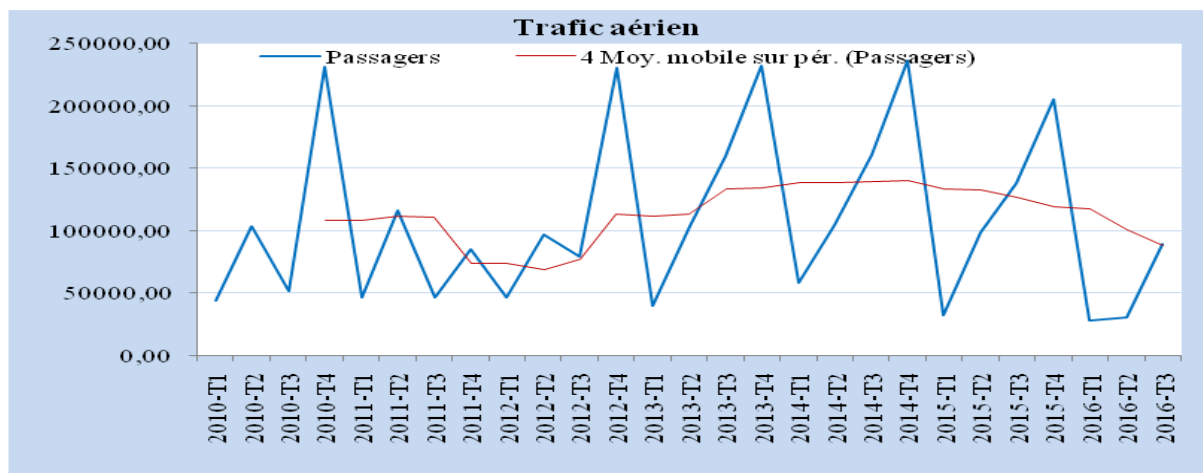
du trafic commercial et du pèlerinage à la Mecque (224,07 %).

Cependant, en glissement annuel, le trafic aérien connaît une diminution importante. Le nombre de passagers en ce trimestre à diminuer de 35,11% par rapport à son niveau d'une année plutôt. Ce ralentissement du trafic aérien est attribuable au contexte

d'insécurité créé par Boko Haram qui fait une mauvaise presse du pays ainsi que la

crise économique que traverse le Tchad, qui limite les voyages d'affaires.

Figure 10 : Évolution du trafic aérien



Source : ADAC

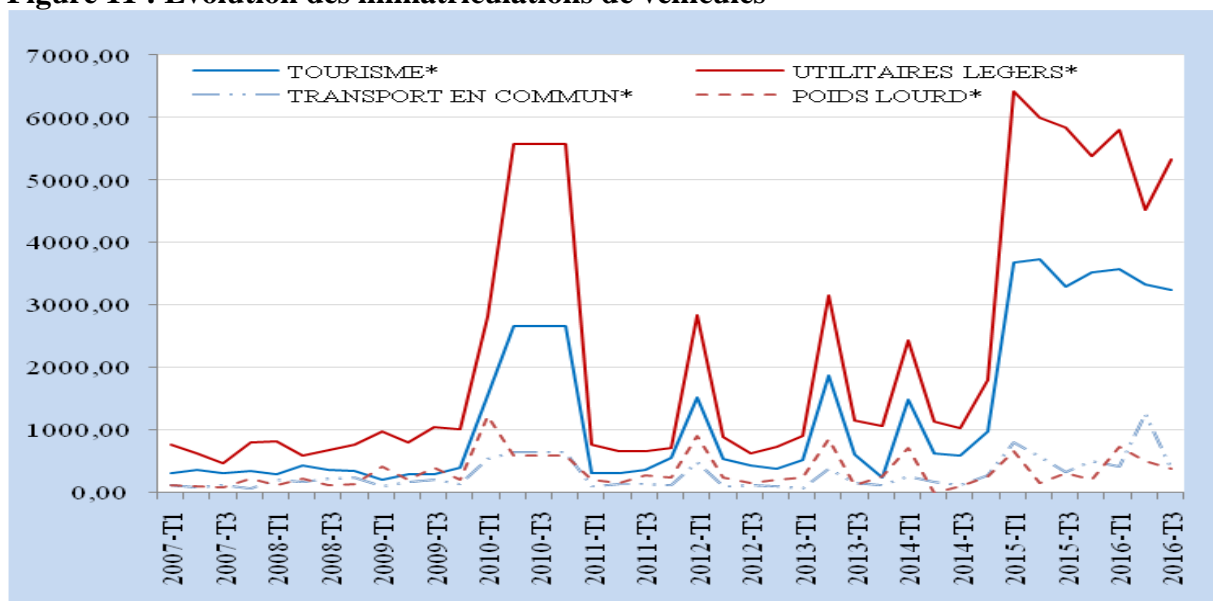
Les immatriculations de véhicules : légère baisse

A l'exception des véhicules de type utilitaire léger, les immatriculations de véhicules reculent de 3,01% par rapport au deuxième trimestre 2016. Cette baisse est plus prononcée dans les immatriculations des véhicules de transport en commun (70,24%) et les poids lourds (25,56%). Par ailleurs, les véhicules utilitaires légers enregistrent un accroissement d'immatriculation de 17,93% en ce tri-

mestre par rapport au deuxième trimestre 2016.

En glissement annuel, les immatriculations de véhicules connaissent une faible diminution (-1,36%). Ainsi, les immatriculations de véhicules utilitaires légers ont baissé de 8,64% et les véhicules de tourisme de 1,77%. Toutefois, les immatriculations de bus (transports en commun) ont augmenté de 17,31% et les poids lourds de 20,73%.

Figure 11 : Évolution des immatriculations de véhicules



Source : DGTS

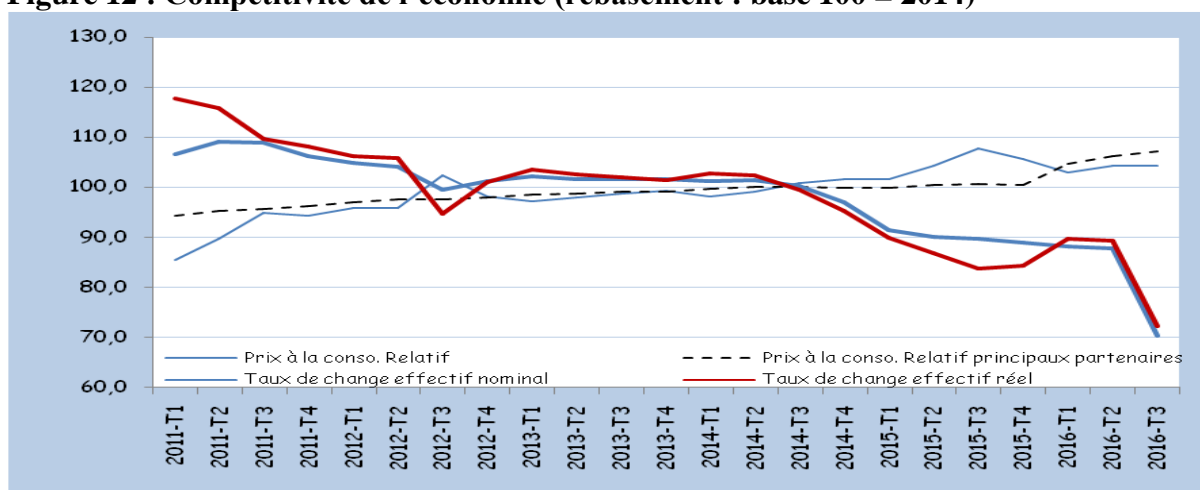
II.4 LA COMPETITIVITE DE L'ECONOMIE TCHADIENNE

La compétitivité

Après une légère augmentation constatée au second trimestre 2016, l'indice des prix à la consommation relatif connaît une baisse de 0,10 % au troisième trimestre 2016 par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, les prix à la consommation connaissent une diminution de 3,23 %. En outre, le taux de change effectif nominal connaît une diminution amorcée le trimestre précédent. Ainsi en variation trimestrielle, le taux de change nominal s'est déprécié de 20,05%. En glis-

sement annuel, le taux de change nominal se situe à -21,75%. En valeur réelle, le taux de change a moins diminué. Tout de même, il a enregistré une baisse de 19,22% en glissement trimestriel et 13,89% en glissement annuel. Par ailleurs, pour ce qui est du niveau de prix relatif des principaux partenaires commerciaux du Tchad, il a augmenté plus que celui du Tchad. En bref, le Tchad reste compétitif par rapport aux pays partenaires

Figure 12 : Compétitivité de l'économie (rebasement : base 100 = 2014)



Source : INSEED

II.5 LES PRIX

Prix à la consommation : une légère baisse

Au troisième trimestre 2016, l'indice national a fléchi de 0,10% par rapport au trimestre précédent. Cette tendance baissière s'explique beaucoup plus par la baisse des prix enregistrée sur les produits alimentaires et boissons non alcoolisées ainsi que sur les services de transports, qui est aussi liée au contexte d'insécurité créée aux frontières avec le Cameroun, le Niger et le Nigeria par le groupe État Islamique en Afrique de l'Ouest (Ex Boko Haram) et la détérioration des infrastructures routières rendant difficile les échanges commerciaux. Par ailleurs, la baisse du prix des

services de transports est consécutive à la crise que vit le pays.

Par contre, il convient de relever que la perturbation des circuits de commerciaux avec les pays voisins (Nigeria, Niger, Cameroun, libye, etc.) contribue à la cherté des produits importés de consommation courante.

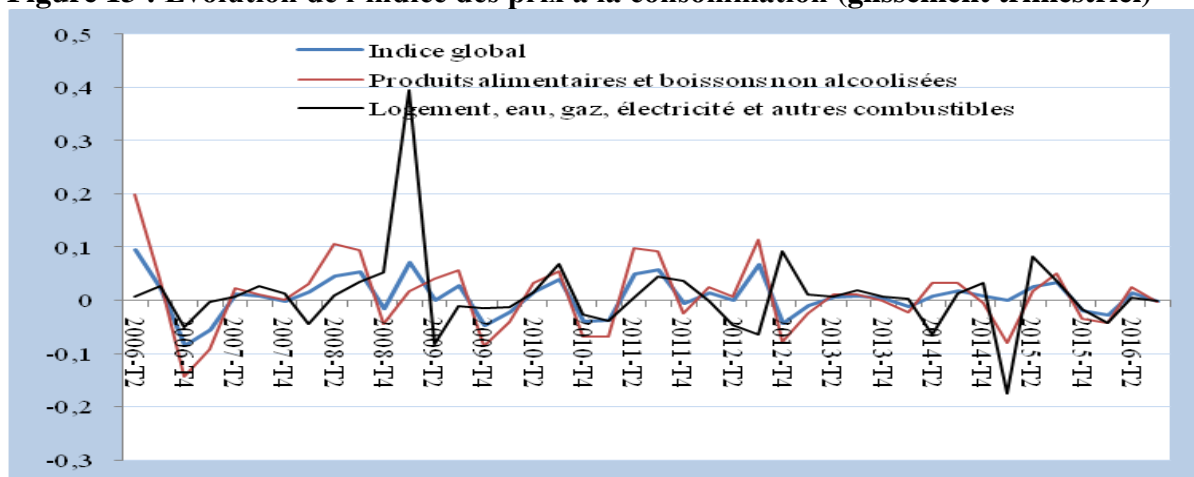
Le fléchissement du niveau général de prix a été amoindri par une hausse de prix de boissons alcoolisées et tabac (1,95%) et des biens et services divers (4,28%).

Par ailleurs, en glissement annuel, le niveau des prix a davantage baissé (-3,23%).

En ce qui concerne le futur immédiat, l'indice national de prix à la consommation pourrait davantage baisser ou se stabiliser au quatrième trimestre 2016 au tour

de 100,34 en raison de l'arrivée des produits de la nouvelle saison sur le marché et de la crise qui sévit au Tchad.

Figure 13 : Évolution de l'indice des prix à la consommation (glissement trimestriel)



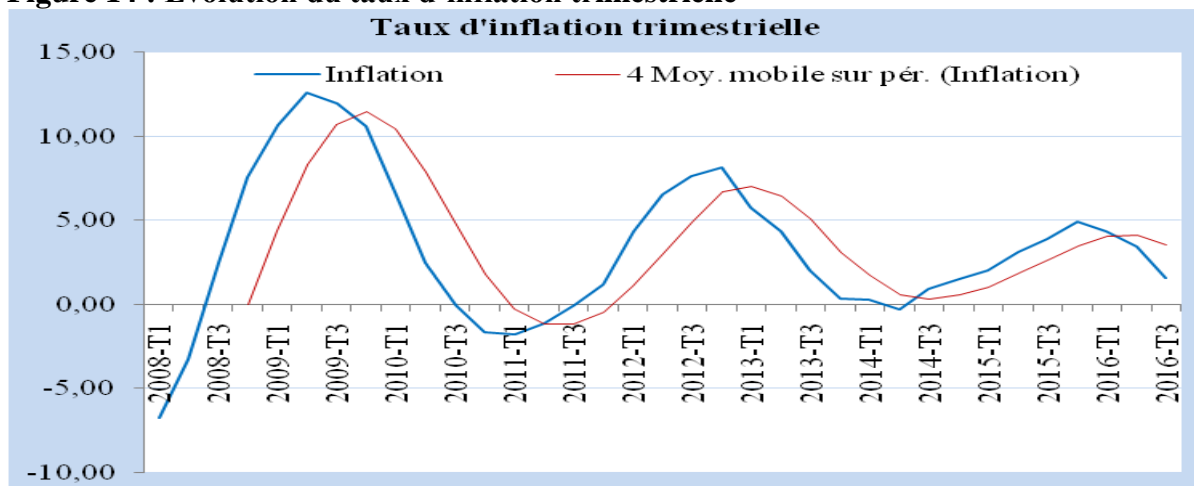
Source : INSEED

L'inflation en baisse

L'inflation a fléchi au troisième trimestre 2016 pour se situer à 1,5% contre 3,9% à la même période en 2015. Cette baisse de l'inflation est due surtout à la régression des postes suivants: viandes (-15,1%) sur 12 derniers mois ; légumes et tubercules (-

13,5%) [septembre 2015-septembre 2016]). Hors produits frais et énergie: (-0,5%) sur 12 mois. Le critère de convergence sous régional est respecté avec un taux en dessous de 3% de la norme fixée.

Figure 14 : Évolution du taux d'inflation trimestrielle



Source : INSEED

Niveau et tendance de prix des produits et service de première nécessité dans quelques grandes villes

N'Djamena : En ce trimestre sous revu, les prix des céréales ont globalement grimpé par rapport au trimestre précédent. Il en

est ainsi des prix de maïs (1,81%), de petit mil (2,53%) et de la farine de blé (4,70%). Toutefois, le prix de sorgho (-0,59%) et du

riz (-1,25%) ont baissé. Comparé aux prix à la même période de l'année précédente, les prix des céréales ont diminué, c'est le cas du maïs (-3,02%), du sorgho (-4,33%) et du riz (-5,85%). La baisse de prix de cette année peut s'expliquer par le contexte d'insécurité aux frontières tchadiennes inhibant la sortie des céréales.

En ce qui concerne les viandes, leurs prix sont en baisse aussi bien en glissement trimestriel (-3,79% viande de bœuf avec os, -5,31% viande de mouton) qu'en glissement annuel (-11,68% viande de bœuf avec os, -10,53% viande de mouton). La baisse de prix de cette année s'explique par les difficultés d'exportation de bétails sur pied compte tenu du contexte d'insécurité aux frontières. La baisse de prix du trimestre peut s'expliquer par la crise en période de soudure décourageant la demande malgré une offre conséquente. Quant aux poissons, dattes locales et gombos séchés, leurs prix au kilogramme augmentent (4,50%, 0,17% et 1,65% respectivement en glissement trimestriel) et (3,43%, 16,16% et 28,06% respectivement en glissement trimestriel).

Abéché : Au troisième trimestre 2016, les prix des céréales ont augmenté par rapport au trimestre précédent. Le prix du maïs, du sorgho et du riz ont augmenté respectivement de 5,95%, 4,86% et 3,49% respectivement. Comparé aux prix de l'année passée, les prix de céréales ont baissé (-1% maïs, -11,39% sorgho et -2,35% riz). La baisse de prix de cette année peut s'expliquer par le contexte d'insécurité aux frontières tchadiennes inhibant la sortie des céréales et favorisant une augmentation d'offre à Abéché.

En ce qui concerne les viandes, leurs prix sont en baisse aussi bien en glissement trimestriel (-14,34% viande de bœuf avec os, -2,27% viande de mouton) qu'en glissement annuel (-15,97% viande de bœuf avec os, -10,92% viande de mouton). Pour ce qui est des dattes locales et des gombos séchés, leurs prix au kilogramme augmentent (23,65% et 35,94% respectivement en glissement trimestriel) et (1,52% et 9,13% respectivement en glissement trimestriel).

Doba : En ce trimestre sus revus, les prix des céréales connaissent globalement une faible augmentation par rapport au trimestre précédent. Ainsi, le prix du maïs (3,12%), du petit mil (4,10%) et de la farine de blé (54,20%) augmentent. Par contre, les prix du sorgho (-0,18%) et du riz (-13,89%) ont baissé. Comparés aux prix à la même période de 2015, les prix des céréales ont diminué ; c'est le cas du maïs (-33,06%), du sorgho (-25,63%) et du riz (-46,86%).

Pour ce qui est de la viande, leurs prix sont en augmentation en ce trimestre par rapport au précédent (15,35% viande de bœuf avec os, 27,63% viande de mouton) alors qu'en glissement annuel les prix ont baissé (-21,46% viande de bœuf avec os, -36,03% viande de mouton). La baisse de prix du trimestre peut s'expliquer par la crise en période de soudure décourageant la demande malgré une offre conséquente. Les prix de poisson, des dattes locales et des gombos séchés enregistrent des baisses (-5,59%, -19,13% et -37,05% respectivement) en glissement trimestriel. Ces baisses peuvent s'expliquer par la disponibilité des biens de substitutions en cette période (gombo frais et fruits).

Moundou : Au troisième trimestre 2016, le prix des céréales a baissé par rapport au trimestre précédent et par rapport à l'année passée. En glissement trimestriel, le prix du maïs (-8,54%), du sorgho (-4,7%), de petit mil (-0,19%) et du riz (-2,88%) ont baissé. Comparé aux prix de l'année passée, le prix du maïs a baissé de 26,10%, celui du sorgho de 20,54% et du petit mil de 10,44% et du riz de 17,58%.

En ce qui concerne les viandes, leurs prix sont en baisse aussi bien en glissement trimestriel (-11,73% viande de bœuf avec os, -15,24% viande de mouton) qu'en glissement annuel (-10,60% viande de bœuf avec os, -14,68% viande de mouton). Pour ce qui est du poisson, des dattes locales et des gombos séchés, leurs prix au kilogramme diminuent (-3,13%, -2,43% et -2,04% respectivement en glissement tri-

mestriel) et (-1,50% et -18,26% pour les dattes locales et le gombo séché respectivement en glissement trimestriel).

Sarh : En ce trimestre sous revu, le prix des céréales connaît globalement une diminution à l'exception du maïs (12,79%) par rapport au trimestre précédent. Ainsi, le prix de sorgho (-15,79%), du petit mil (-3,63%) et du riz (-32,85%) baissent. Comparé aux prix à la même période de 2015, les prix des céréales ont diminué davantage ; c'est le cas du maïs (-13,63%), du sorgho (-15,98%) et du riz (-38,34%).

Pour ce qui est de la viande, leurs prix sont en augmentation en ce trimestre par rap-

port au précédent (6,73% viande de bœuf sans os, 3,15% viande de mouton) alors qu'en glissement annuel les prix ont baissé (-0,76% viande de bœuf avec os, -4,15% viande de mouton). La baisse de prix de cette année peut s'expliquer par celle d'exportation de bétails sur pied compte tenu du contexte d'insécurité aux frontières alors que la baisse de prix du trimestre peut s'expliquer par la crise en période de soudure décourageant la demande malgré une offre conséquente. Les prix des dattes locales et des gombos séchés enregistrent une augmentation (52,58% et 9,10% respectivement) en glissement trimestriel.

Tableau 2 : Évolution des prix de produits de premières nécessités par ville

	N'Djamena		Abéché		Doba		Moundou		Sarh	
	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Glissement trimestriel	Glissement annuel
Mais (kg)	1,814	-3,024	5,945	-0,997	3,119	-33,063	-8,543	-26,016	12,794	-13,626
Sorgho (kg)	-0,593	-4,338	4,861	-11,385	-0,178	-25,631	-4,700	-20,541	-15,007	-15,977
Petit Mil (kg)	2,533	-1,981	0,000	-0,179	4,103	-2,525	-0,185	-10,439	-3,625	-6,029
Riz (kg)	-1,252	-5,847	3,488	-2,351	-13,889	-46,857	-2,883	-17,584	-32,848	-38,336
Farine de blé (kg)	4,702	-0,385	0,107	-1,470	54,198	-33,608	1,453	1,100	-0,195	-1,916
Viande de bœuf avec os (kg)	-3,789	-11,683	-14,339	-15,971	15,350	-21,460	-11,728	-10,595	-1,650	-7,945
Viande de mouton (Kg)	-5,313	-10,527	-2,266	-10,921	27,630	-36,028	-15,240	-14,684	3,146	-4,147
Viande de bœuf sans os (kg)	0,315	-8,501	10,008	-14,335	0,264	-39,276	8,383	-7,860	6,731	-0,759
Carpe fraîche (Kg)	4,503	3,427			-5,589	4,819	-3,129	11,756	-10,726	10,902
Huile d'arachide locale (litre)	-3,421	-7,089	19,956	12,265	-31,269	-45,000	-4,651	-16,144	7,724	-3,446
Datte locale (kg)	0,165	16,162	23,653	1,516	-19,132	-15,754	-2,427	-1,503	52,576	-9,902
Piment séché (kg)	1,448	-12,911	39,882	-5,169	-36,668	-6,815	12,798	1,252	-4,044	-20,913
Gombo séché (kg)	1,649	28,059	35,938	9,127	-37,049	-38,654	-2,039	-18,262	9,099	48,030
Eau (m ³)	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Électricité 1er tranche (kwh)	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Gaz butane de 6kg							0,000	0,000		37,500
Essence (litre)	0,000	0,000	-3,887	-7,091	-0,710	-6,387	-1,633	-5,324	-2,632	0,909
Gaz-oil (litre)	0,000	0,000	-5,000	-18,291	2,364	2,925	-2,389	-3,656	0,000	0,000

Les produits locaux et importés

Une analyse de l'évolution du niveau des prix dans les cinq grandes villes selon leur origine des produits montre que le niveau de prix des produits locaux a baissé en ce trimestre par rapport au trimestre précédent à l'exception de la ville de Abéché. Le niveau de prix de ces produits a baissé de 0,05 % à N'Djamena, 2,44 % à Doba, 0,88 % à Moundou et 4,45 % à Sarh. Par contre, à Abéché, le niveau de prix des produits locaux a grimpé de 3,78 % au troisième trimestre 2016 par rapport au deuxième trimestre à cause de la saison des pluies qui

ne facilite pas l'approvisionnement à partir de N'djamena.

Comparé au niveau de prix de l'année précédente à la même période, le niveau de prix a beaucoup baissé à Doba (-8,96 %), Abéché (-8,743%) et Moundou (-7,797%). Cette évolution du niveau de prix peut s'expliquer par les difficultés d'écoulement des produits locaux hors de nos frontières à cause de l'insécurité liée à BOKO HARAM.

Pour ce qui est des produits importés, leur niveau de prix n'a baissé qu'à Doba (-4,245%) et Moundou (-0,765%) au troi-

sième trimestre 2016 par rapport au deuxième trimestre. Par contre, Abéché (1,074%), N'Djamena (0,441%) et Sarh (0,711%) ont enregistré un relèvement du niveau de prix des produits importés pendant le trimestre sus revus. Par ailleurs, en glissement annuel, les villes proches de la frontière comme Moundou (-1,991%) et Abéché (-0,574%) ont enregistré une baisse du niveau de prix des produits importés et ce, probablement grâce à une re-

lative sécurité aux frontières avec ces villes. A l'opposé, Doba et Sarh qui se ravitaillent généralement à Moundou ont enregistré une augmentation du niveau de prix. Enfin, la ville de N'Djamena a connu un relèvement du niveau de prix des produits importés de 5,958% par rapport au troisième trimestre 2015. Ce relèvement du niveau de prix peut s'expliquer par l'insécurité sur les voies d'accès à la ville de N'Djamena.

Tableau 3: Évolution des indices de produits par ville et selon leur origine

	Produits locaux		Produits importés	
	Glissement trimestriel	Glissement annuel	Glissement trimestriel	Glissement annuel
Ndjamena	-0,045	-4,203	0,441	5,958
Abéché	3,776	-8,743	1,074	-0,574
Doba	-2,441	-8,956	-4,245	2,294
Moundou	-0,880	-7,797	-0,765	-1,991
Sarh	-4,451	-3,321	0,711	5,136

Source : INSEED

II.6 LES FINANCES PUBLIQUES ET LA MONNAIE

Relâchement des finances publiques malgré une contraction des financements

Au troisième trimestre 2016, la sphère financière de l'économie tchadienne est caractérisée par les évolutions suivantes :

Du côté du budget de l'État, on note une hausse des recettes ainsi qu'une augmentation des dépenses par rapport au trimestre précédent.

En effet, les recettes base caisse ont connu une augmentation de 3,52 % par rapport au deuxième trimestre. La hausse de ces recettes trouve son explication dans les efforts exercés par les services du Ministère des Finances et du Budget en matière de recouvrement et la mise en œuvre des recommandations de la Mission Fiscalité du FMI.

Quant aux dépenses base décaissement, elles ont globalement augmenté de 36,99 %, expliquant ainsi le desserrement des engagements au niveau des services du Ministère des Finances et du Budget. Les postes qui ont contribué le plus à l'augmentation des dépenses sont : Fonc-

tionnement (46,7%), transferts (213,7%) et dépenses à imputer (201,8%)

Cette situation conduit à un solde base caisse excédentaire de 68,18 % et une variation des arriérés de -118,70 % par rapport à leur niveau du trimestre précédent ; cette situation permet de penser que le pays est engagé sur un ajustement et une logique de maîtrise des finances publiques.

En glissement annuel, les recettes et les dépenses ont reculé : les encaisses ont diminué de 91,48%, les recettes budgétaires de 93,21 %, les droits constatés de 89,92% et les recettes sans titres de 118,20 %.

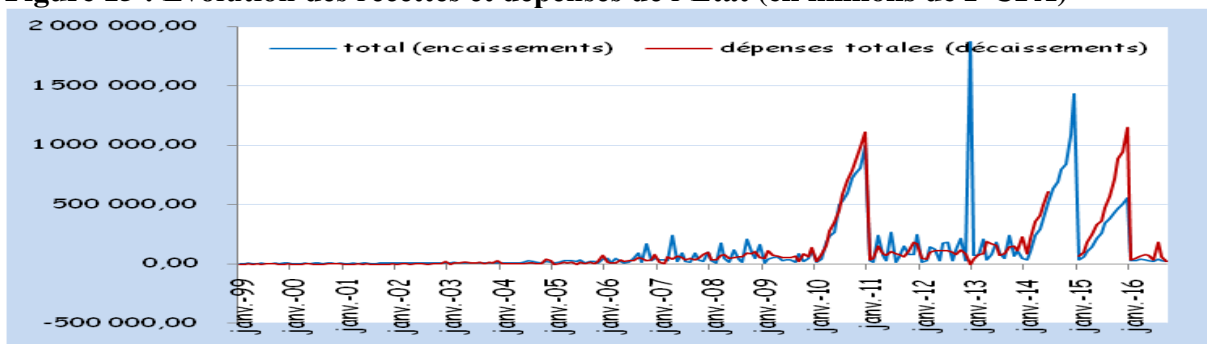
Sur le plan des dépenses, les décaissements ont diminué de 84,53%, les dépenses de personnel, en fonctionnement et d'investissement ont reculé de 17,72%, 92,94%, 99,16% respectivement. Tandis que les transferts de l'État ont diminué de 93,58%. La situation des finances publiques continue de présenter une image dégradée qui peut s'expliquer par l'impact

négalif du ralentissement général des activités économiques.

Le financement des travaux publics et l'entretien des forces de défense et de sécurité engagées dans la lutte contre le terrorisme dans les pays limitrophes ainsi que la

prise en charge des réfugiés pèsent sur la trésorerie publique ce qui amènerait l'État à recourir à l'émission des bons et obligations assimilables du Trésor et à d'autres sources de mobilisation de fonds avec l'appui des partenaires techniques et financiers

Figure 15 : Évolution des recettes et dépenses de l'État (en millions de F CFA)



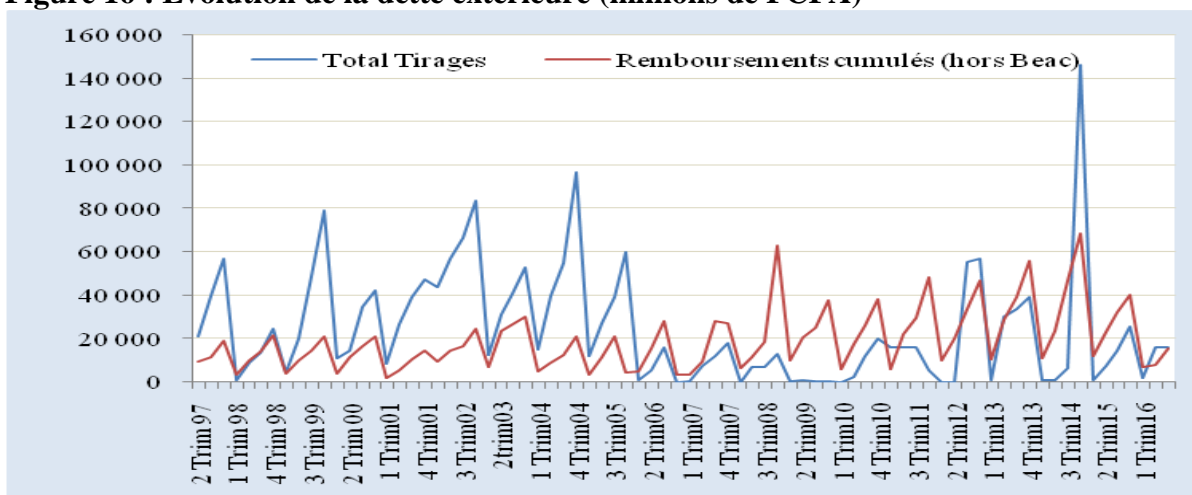
Source : Trésorerie Paierie Générale

Situation de la dette publique extérieure

L'encours de la dette publique extérieure à fin septembre évalué à 742,544 milliards de FCFA est en baisse de 3,23 % en glissement trimestriel et de 39,93 % en glissement annuel. Cette baisse de l'encours de la dette peut s'expliquer par les remboursements (hors BEAC) qui ont intervenu en ce trimestre (90,66%) atteignant 15,70 milliards de FCFA. Quant aux tirages, ils ont

légèrement baissé de 0,05% au troisième trimestre 2016 par rapport à leur niveau au trimestre précédent ; leur valeur atteint 16,10 milliards de F CFA. En glissement annuel, les tirages ont plutôt augmenté de 12,02%. Quant aux remboursements, leur niveau a diminué de 51,22% par rapport au troisième trimestre 2015.

Figure 16 : Évolution de la dette extérieure (millions de FCFA)



Source : Direction de la dette

La situation monétaire : légère hausse de crédit à l'économie et augmentation des créances nettes sur l'État

La situation monétaire est caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets (8,26 %) à fin septembre par rapport à fin juin 2016. En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets ont baissé de 294,54%. Cette baisse importante est due au quasi arrêt de rapatriement des recettes pétrolières, elles-mêmes consécutive à la chute du cours de pétrole et au remboursement à la source à la société Glencore.

Par contre, les crédits intérieurs connaissent une augmentation de 42,32 % par rapport à septembre 2015. La composante « crédits à l'économie » connaît une légère augmentation (1,10 %) en septembre 2016 par rapport à juin. En glissement annuel, les crédits à l'économie augmentent de 8,05 % pour atteindre 669,344 milliards de F CFA. Quant à la position nette de l'État

sur le système bancaire, elle s'est détériorée en fin septembre, passant de 473,95 milliards en juin 2016 à 543,556 milliards de F CFA. Comparée à juin 2015, la position du Gouvernement s'est détériorée de 133,51% en septembre 2016. Cette situation peut s'expliquer la sollicitation du Gouvernement auprès du système bancaire pour permettre de faire face à certaines urgences sans pour autant pouvoir assurer le remboursement à la bonne date.

Quant à la masse monétaire, elle enregistre une légère augmentation (3,73 %) en septembre par rapport à juin 2016. Par contre, en glissement annuel, la masse monétaire régresse de 0,54 %. Cette baisse de la masse monétaire intervient en relation avec celle des avoirs extérieurs nets.

Tableau 4 : Évolution de la situation monétaire (en millions de F CFA)

Fin de périodes		Avoir ext. Net	crédit intérieur	créance net sur l'État	crédit à l'économie	Masse monétaire	Autres postes nets
2014	MARS	398 148	539 915	44 424	495 491	872 861	- 72 178
	JUIN	386 495	601 349	41 330	560 019	929 906	- 72 492
	SEPT	332 083	670 490	97 694	572 796	948 024	- 79 619
	DEC	522 728	623 176	71 378	551 798	1 042 891	- 40 104
2015	MARS	372 560	697 975	79 531	618 444	1 005 466	- 92 496
	JUIN	252 280	787 920	110 972	676 948	975 131	- 92 919
	SEPT	155 753	832 564	213 094	619 470	941 547	- 114 035
	DEC	88 599	902 257	299 245	603 012	977 650	
2016	MARS	- 98 101	1 034 496	381 635	652 861	961 734	- 217 060
	JUIN	- 279 880	1 136 012	473 951	662 061	921 646	
	SEPT	- 303 003	1 212 900	543 556	669 344	956 059	

Source : BEAC

II.7 INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Ralentissement attendu de l'économie

En 2016, l'économie nationale enregistrerait un ralentissement. La croissance s'établirait à -3 %. Ce ralentissement est attribuable à l'ensemble des conséquences découlant du triple choc : choc pétrolier, choc sécuritaire, l'accueil en terre tchadienne des réfugiés et déplacés internes (estimés à plus de 800 000). Ainsi, le PIB pétrolier connaît une croissance de -5,5 %

tandis que le PIB hors pétrole s'établirait à 5 448,931 milliard de FCFA soit une croissance de -2,7 % pour l'année 2016. Le ralentissement des activités économiques est plus important dans le secteur secondaire (croissance de -5,6 %) et le secteur de service, (croissance de -8,9 %) que dans le secteur primaire (croissance de 4 %).

Tableau 5 : Taux de croissance en volume (%)

	2015	2016
Secteur primaire	9,1	4
Secteur secondaire	-5,2	-5,6
Secteur tertiaire	-1	-8,9
Valeurs ajoutées	3,1	-3
Taxes nettes sur les produits	4,4	-4
PIB au prix du marché	3,1	-3
PIB pétrolier	29,1	-5,5
PIB hors pétrole	-1,4	-2,7

Source: DEP/MFB, 2016

Dépenses publiques en baisse

La situation économique défavorable évoquée précédemment n'est pas sans conséquence sur les finances publiques. Ainsi en 2016, les dépenses de l'État connaîtront une baisse de 28,11 % par rapport à leur niveau de 2015. Les dépenses courantes (biens et services) recule-

ront de 81,02 % pour s'établir à 17,55 milliards de F CFA. Les intérêts de la dette, les transferts et les investissements diminueront de 11,55 %, 55,91 % et 31,48 % respectivement. Toutefois, les dépenses de personnel augmenteront de 4,45 % par rapport à 2016.

Tableau 6 : Évolution des dépenses de l'État (en millions de F CFA)

	2015	2016
Dépenses totales	1115,09	801,63
Intérêts de la dette	44,14	39,04
Dépenses de personnel	368,85	385,27
Dépenses de biens et services	92,49	17,55
Dépenses de transferts	237,14	104,55
Dépenses d'investissements	372,48	255,23

Source: DEP/MFB, 2016

Annexel : II. INDICATEURS SOCIAUX RECENTS

Selon les projections de l'INSEED, le Tchad compte 14 millions d'habitants en 2016, inégalement répartie sur une surface de 1 284 000Km². Ainsi, on compte 11,02 habitants au Km². Le taux de croissance de la population est de 3,6 % faisant du Tchad un des pays à fort taux d'accroissement.

Le Tchad, comme tout autre pays à faible revenu connaît d'importants problèmes sanitaires. La mortalité infantile s'élève à 72 pour 1000 naissances vivantes tandis que la prévalence du VIH/Sida chez les jeunes est de 1,4 % chez les

femmes et 0,7 % chez les hommes. Cette situation tire l'espérance de vie à la naissance vers le bas. Ainsi, l'espérance de vie à la naissance d'un tchadien est de 51,6 ans soit plus de 0,2 ans par rapport à une femme tchadienne.

L'éducation reste également un défi pour le pays avec un taux d'alphabétisation des adultes s'établissant à 53,8 % chez les hommes contre 47,8 % chez les femmes.

Le niveau de pauvreté demeure également important dans la population ; soit une incidence de 46,7 %.

Tableau 7 : indicateurs sociaux

Population totale 2016 (Projection RGPH2 2009)		14 152 314 hts
Densité (Projection RGPH2 2009)		11,02 Hbts au km ²
Taux annuel moyen d'accroissement intercensitaire (RGPH2 2009)		3,6 %
Espérance de vie à la naissance (RGPH2 2009)	– Total	52,4 ans
	– Femmes	51,4 ans
	– Hommes	51,6 ans
Taux d'alphabétisation des adultes (EDS-MICS 2014)	– Total	50,1 %
	– Femmes	35,3 %
	– Hommes	64,8 %
Taux net de fréquentation niveau primaire (EDS-MICS 2014)	– Total	50,9 %
	– Femmes	47,8 %
	– Hommes	53,8 %
Taux de mortalité infantile (EDS-MICS 2014)		72 ‰
Taux de prévalence du VIH/SIDA les 15-24ans (EDS-MICS)	–Femmes	1,4 %
	–Hommes	0,7 %
Prévalence du VIH pour les femmes de 15-49 ans		1,8%
Prévalence du VIH pour les hommes de 15-49 ans		1,3%
Femmes de 15-24 ans ayant une connaissance approfondie du VIH/SIDA		11 %
Femmes de 15-49 ans qui déclarent connaître un lieu de dépistage du VIH		41 %
Enfants de moins de 5 ans qui accusent une insuffisance pondérale sévère		11 %
Enfants de moins de 5 ans ayant un retard de croissance sévère		22 %
Enfants de moins de 5 ans sévèrement émaciés		4 %
Enfants de moins de 5 ans dont la naissance est enregistrée		12%
Membres des ménages utilisant des sources améliorées pour l'eau de boisson		55 %
Membres des ménages qui utilisent de l'eau de boisson non améliorée qui utilisent une méthode de traitement appropriée		9%
Membres des ménages utilisant des toilettes améliorées qui ne sont pas partagées		7 %
Incidence de la pauvreté (ECOSIT 2011)		46,7 %

Source : INSEED

Tableau 8: Importations en valeur selon les 10 premiers pays de provenance y compris les pays de la CEMAC en 2014

N°	Pays de provenance	Valeurs (en million FCFA)	Part dans le total des importations (en %)
1	CEMAC	356410	64,72
2	France	58181	10,57
3	Chine	29649	5,38
4	Nigéria	22555	4,1
5	Etats Unis	15542	2,82
6	Soudan	10000	1,82
7	Niger	8704	1,58
8	Emirats Arabes Unis	8488	1,54
9	Benin	7238	1,31
10	Belgique	5103	0,93
Total des 10		521870	94,77
Total Général		550662	100

Source : INSEED

* La part est calculée sur la base du total des importations y compris des pays de la CEMAC

Tableau 9: Importations en valeur selon les 10 premiers pays de provenance hors pays de la CEMAC en 2014

N°	Pays de provenance	Valeurs (en million FCFA)	Part dans le total des importations (en %)
1	France	58181	29,95
2	Chine	29649	15,26
3	Nigéria	22555	11,61
4	Etats Unis	15542	8
5	Soudan	10000	5,15
6	Niger	8704	4,48
7	Emirats Arabes Unis	8488	4,37
8	Benin	7238	3,73
9	Belgique	5103	2,63
10	Inde	4636	2,39
Total des 10		170095	87,56
Total Général		194252	100

Source : INSEED

* La part est calculée sur la base du total des importations hors pays de la CEMAC

Tableau 10 : Exportation du Tchad selon les Pays de destinations

N°	Pays destinations	Valeurs	Pourcentage dans l'ensemble des exportations
1	Nigéria	18957994132	58,37
2	Cameroun	7887757565	24,28
3	France	2227963501	6,86
4	Lybie	1204239543	3,71
5	Etats Unis	492322300	1,52
6	Niger	484360909	1,49
7	Inde	235360000	0,72
8	Pakistan	194609100	0,60
9	Congo Brazzaville	153200400	0,47
10	Barbade	137799000	0,42
Total de 10		31975606450	98,45
Total général		32480323252	100

Tableau 11: Les principaux Produits d'exportations du Tchad en 2014 (Hors Pétrole)

Produits	Valeurs	Pourcentage
Bœufs	24394452527	75,11
Gomme arabique	3023149100	9,31
coton non cardé ni peigné, Allen	1741234000	5,36
Chameaux	678364134	2,09
Ovins	660585402	2,03
Graines de sésame, même concassées	376276750	1,16
Tourteaux et résidus solides, de l'extraction de l'huile d'arachide.	268717681	0,83
Graines de coton, même concassées	176022170	0,54
super carburant	154245691	0,47
cuirs et peaux de bovins secs autres que du410441.	147093913	0,45
ânes, mulets et bardots vivants non reproducteurs de race pure.	132114821	0,41
Arachides, non grillées, décortiquées, même concassées	115073512	0,35
Total général	32480323252	100,00

Ont participé à la confection de cette note de conjoncture

Supervision générale et coordination des travaux :

- **OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR**, Directeur Général de l'INSEED ;
- **YOUSOUF IBN ALI**, Chef de Département des Synthèses et Statistiques Économiques.

Rédaction :

- **AHMAT SOULEYMANE HACHIM**, Chef de Service de la Conjoncture et des Prévisions macroéconomiques ;
- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture ;
- **AZOUKALNE MOUKENET**, cadre au Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques.

Collecte et Traitement des données

- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture ;
- **AZOUKALNE MOUKENET**, cadre au Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques.
- **BAMANI KEMDI Richard**, agent au Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques.

Toutes les correspondances concernant la note trimestrielle économique et sociale sont à adresser à :

**Monsieur le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique,
des Études Économiques et Démographiques,**

B.P. 453, N'Djaména – TCHAD.

Tél. (235) 2 52 31 64 Fax : (235) 2 52 66 13

Email : inseed@intnet.td

[Site Internet : www.inseedtchad.org](http://www.inseedtchad.org)